

Présentation des différentes parties du texte pour les conférences de section.

Intro générale :

Nous vivons une période charnière, pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de l'humanité, sa survie est en jeu. Des questions de civilisation sont posées. Le changement de système, le dépassement du capitalisme, de ses logiques, deviennent un impératif concret que l'on retrouve dans toutes les luttes du quotidien, pour la santé, l'énergie, le travail... et tant d'autres. La distinction entre luttes immédiates et perspectives de société s'efface au profit d'un questionnement de sens qui envahit toutes les urgences du quotidien, la mobilisation des retraites en est un exemple flagrant.

Nous sommes entrés pour plusieurs décennies dans un monde de convulsions et de basculements majeurs. Rien ne va rester en l'état. Il y a donc à tous les niveaux une énorme bataille de sens : vers quelle vie, quel monde, quelle humanité voulons-nous avancer ?

Si nous ne contribuons pas à ouvrir des chemins de réponses positives, collectives, solidaires, à ces énormes défis de changement de monde, les solutions autoritaires, guerrières, nationalistes, du chacun pour soi, peuvent prendre le pas.

Se mettre à la hauteur de ces enjeux n'est pas une question simple. Cela demande beaucoup de débats, de réflexion, d'écoute mais aussi de modestie tant les enjeux sont importants et les questions ardues. Mais c'est notre responsabilité, c'est notre utilité. Notre congrès doit se fixer ces ambitions, avec l'objectif que nous soyons des acteurs de ces bouleversements, afin de peser réellement sur le sens des événements. C'est l'état d'esprit que je vous propose d'adopter pour nos débats.

1^{ère} partie.

Cette partie du texte est consacrée au bilan que nous pouvons tirer des 4 années écoulées depuis notre dernier congrès. Elle retrace nos différentes publications, sur la réforme des retraites, la situation de l'hôpital public, un plan d'urgence pour l'éducation, ou encore « pas de profits sur la pandémie ». Elle rappelle également notre soutien à des mouvements comme MeeToo. Tout ceci dans une période marquée par la pandémie.

Elle met en avant le travail de la commission entreprise et le fait que nous commençons à relever le défi de notre activité à l'entreprise et sur les lieux de travail. Elle précise que depuis 4 ans l'activité des communistes s'y reconstruit, que des réseaux, des sections, des cellules se créent. C'est ainsi que l'on peut lire (page 13) « le chemin parcouru depuis le 38e congrès nous permet d'aborder l'avenir avec lucidité courage et confiance », le chapitre consacré au parti s'intitule quant à lui « poursuivre le redéploiement du PCF ».

Cette partie revient également sur les élections locales et notre campagne des Européennes. Sur les élections municipales de 2020, le texte indique que nous gagnons 25 communes de plus de 3500 habitants, que nous en perdons 6 de plus de 30 000 habitants et que nous en reconquérons 3. (Je pense qu'il s'agit de Bobigny, Noisy le Sec et Villejuif).

Nous gagnons une dizaine de conseillers départementaux et doublons le nombre de nos conseillers régionaux.

Le texte souligne également la perte du conseil départemental du Val de Marne.

En ce qui concerne les élections européennes, le texte rappelle que notre campagne a suscité de l'intérêt en incarnant un renouvellement de la vie politique, mais que cependant nous avons réalisé 2,29% et que nous n'avons malheureusement plus de représentant au parlement européen.

Cette partie traite de l'élection présidentielle, de notre programme « Une France des jours heureux » et de la campagne qui a permis une popularité nouvelle de notre secrétaire national comme en témoignent les sondages. Le texte souligne l'hyperprésidentialisation et le danger que cela représente pour la démocratie. Cette partie revient également sur les législatives et souligne que l'alliance électorale conclue avec la Nupes répond au désir d'union du peuple de gauche et permet de faire élire 2 fois plus de députés de gauche qu'en 2017. La Nupes est évoquée là, comme dans plusieurs parties du texte mais sans ouvrir de débat clair sur son devenir.

Cette première partie se conclue sur l'idée, que ces années nous auront permis de retrouver de la visibilité, de mettre dans le débat public des questions fondamentales.

Ouvrons le débat sur cette partie :

- Sur l'aspect du bilan de l'activité de notre parti notamment dans les entreprises qui ne semble pas correspondre à la réalité de la structuration de notre organisation qui, malheureusement, va plus vers un rétrécissement et un regroupement de sections que vers un élargissement surtout dans les entreprises où il est de plus en plus difficile de s'implanter notamment du fait des transformations profondes du travail.

Sur notre renforcement, tout le monde a pu constater lors du vote des communistes sur la base commune une réduction très importante du nombre de cotisants. Nous sommes passée de 30 833 cotisants en 2018 (dernier congrès) à 30 217 en 2021 (consultation sur les présidentielles) à 29 898 lors de la consultation du mois de janvier dernier.

Sur le besoin d'une analyse plus poussée sur les résultats des différentes élections, notamment des élections européennes puisque nous avons disparu du Parlement européen bien que le texte affirme que la campagne a constitué une étape importante pour la visibilité des idées communistes et que par ailleurs si nous progressons en nombre de conseillers régionaux, c'est dans le cadre de listes de rassemblement ce qui n'est pas précisé dans le texte. En ce qui concerne les élections municipales, il serait intéressant de disposer d'un bilan plus précis entre les villes gagnées et les villes perdues notamment en termes de nombre d'habitants de chacune d'entre elles.

Sur le besoin de pousser plus loin notre réflexion sur notre affaiblissement dans une approche historique plus large, plus profonde. Notre affaiblissement électoral ne date pas d'hier, il est besoin d'en prendre la mesure pour le combattre. Il est continu, sur une longue période, donc avec des secrétaires nationaux et des candidats différents, ce qui pose bien des questions de fond. Notre affaiblissement a débuté au début des années 80, deux événements majeurs marquent cette période, la rupture du programme commun de gouvernement et la chute du mur de Berlin qui représente l'échec de la première tentative d'alternative au capitalisme. Dans les faits, au-delà même de l'horreur des crimes staliniens, le socialisme s'est identifié au régime étatiste, autoritaire et non démocratique de l'URSS. Ce n'était pas du communisme, nous devons le réaffirmer, mais cet échec entache la crédibilité de ce projet.

N'avons-nous pas à ouvrir un travail théorique pour en finir avec l'assimilation de cet échec à celui du communisme et poser le nécessaire approfondissement de la question du communisme et des enseignements pour notre combat du présent, ceci au moment où la recherche d'issues aux crises engendrées par le capitalisme lui-même s'exprime de plus en plus fortement.

2^{ème} partie

Dans la 2^{ème} grande partie, « Devant un défi de civilisation », le texte revient sur la crise inédite à laquelle l'humanité fait face, son ampleur, sa globalité et ses conséquences catastrophiques et à quel point elle appelle des transformations radicales.

Cette 2^{ème} partie se subdivise en 3 sous parties.

1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité,
2. De nouvelles potentialités prometteuses,
3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF.

Dans la 1^{ère} sous partie « le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité », le texte revient sur l'anthropocène et le défi de la crise écologique et

climatique, il précise que c'est l'ère qui correspond à la transformation par l'activité humaine du milieu dans lequel nous vivons, pour répondre à la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité.

Il souligne que cette aggravation récente est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste, mais précise que c'est un défi scientifique et politique au-delà du seul dépassement du capitalisme. Le texte précise que cette situation appelle des mesures fortes et le besoin d'agir sur les conséquences du réchauffement déjà à l'œuvre.

Cette sous-partie traite aussi du défi de la guerre et du danger des politiques de force. Ce paragraphe revient essentiellement sur le conflit en Ukraine, l'injustifiable invasion par Poutine de l'Ukraine, le contexte de non application des accords de Minsk et l'expansion de l'OTAN vers l'est. Le texte pointe les risques de généralisation du conflit avec leur dimension nucléaire, l'affaiblissement de l'Onu et la relance de la course aux armements.

Il traite brièvement la nécessité de développer une politique indépendante, pour la paix.

Cette sous-partie vient également sur « la course de vitesse avec les extrêmes droites. » Et traite de façon très succincte le risque du choix d'une direction autoritaire, raciste et réactionnaire. Il revient plus longuement sur ces paniques identitaires utilisées par les fondamentalistes religieux. Il réaffirme qu'elles doivent être combattues partout.

Cette sous-partie traite également « des conséquences des crises sur les peuples » Ce paragraphe redonne des chiffres sur les effets désastreux des politiques capitalistes sur la santé, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités mondiales. Quelques lignes reviennent sur les migrations, en réaffirmant que les communistes refusent que la Méditerranée soit un cimetière et une zone de non-droit, le texte réaffirme le respect des droits humains et du droit international, l'accueil digne des personnes contraintes à l'exil.

La 2ème grande sous-partie « de nouvelles potentialités prometteuses » se subdivise en 3 points :

- L'exigence de l'action internationale,

Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes,

La gauche à la croisée des chemins.

Le 1er point « L'exigence de l'action internationale » revient sur les instances internationales qui constituent des leviers pour avancer (ONU, OMS, organisation pour l'alimentation et l'agriculture, OIT...).

Le second : sur le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes, il pointe les soulèvements populaires au Liban, Soudan, Algérie, Iran, en Afghanistan, les printemps arabes, les grandes luttes contre le dérèglement climatique et la déforestation.

Le 3eme point « la gauche à la croisée des chemins » revient sur les partis de gauche en Amérique latine, en Europe pour conclure qu'ils sont partout confrontés à la question des constructions politiques transformatrices à visée majoritaire fondées sur le monde du travail et les catégories populaires.

Enfin, la 3e partie de ce grand 2 « Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF » revient sur les axes de sa politique internationale, la solidarité avec les forces progressistes et communistes avec les mouvements sociaux en prise aux répressions, la défense du droit des peuples et des nations à l'autodétermination. Il cite plusieurs luttes celles des peuples palestinien, sahraoui, kurde, chypriote, irlandais et arménien.

Le texte revient ensuite sur une série de revendications pour la sécurité humaine globale, pour un autre ordre mondial.

Ouvrons le débat sur cette partie.

D'abord une remarque sur la cohérence de la partie qui n'est pas facile à suivre.

- Sur la question de la crise climatique, cette question devient un enjeu central qui appelle un engagement extrêmement fort de notre parti car pour la 1ere fois dans l'histoire de l'humanité le vivant est menacé et que cette situation appelle de notre part une analyse poussée des bouleversements nécessaires dans les domaines de la justice sociale, des modes de production, de consommation, de démocratie, autant de questions qui sous-tendent celle de la façon dont les êtres humains font société. Le terme de capitalocène n'est pas employé dans le texte alors qu'il est de plus en plus couramment utilisé dans la société, car nombre de scientifiques aujourd'hui récusent cette approche qui place tous les humains, dans la diversité de leur situation, comme à égalité de responsabilité, mais au-delà d'une question de vocabulaire, il s'agit de mettre en cause le mode de production et de consommation engendré par le capitalisme qui dépossède les peuples de la construction d'une maîtrise instruite de leur relation à la nature. Le texte est insuffisant. Nous avons besoin d'éclaircir plusieurs questions : considérons-nous ce combat comme un combat majeur puisque la survie de l'humanité en dépend ? Considérons-nous qu'il soit indissociable de la réduction des inégalités sociales et des enjeux démocratiques sans lesquels la réussite d'une révolution écologique s'avérerait impossible ?

Considérons-nous vraiment qu'il n'y a pas de hiérarchisation des luttes, que ces questions ne sont pas réservées à des populations plus favorisées des centres-villes en opposition aux luttes des catégories populaires alors que les premières victimes des dérèglements climatiques sont les personnes les plus pauvres, on l'a vu avec les inondations au Pakistan ou encore les exilés climatiques ?

Ces questions sont d'autant plus légitimes que Marx analysait déjà à son époque que « le capitalisme épuise les 2 seules sources de richesse : la terre et

le travailleur » posant d'entrée le lien entre la question sociale et environnementale liée au mode de production.

Quand le texte précise, les enjeux climatiques sont « un défi scientifique et politique au-delà du seul dépassement du capitalisme », il est vrai que dépasser le capitalisme ne suffira pas, mais sans dépasser ce système, qui a pour seul objectif la réalisation coûte que coûte de profits, il serait illusoire de croire que l'on pourrait répondre à ces défis.

Cette question de la hiérarchisation des luttes transparaît dans plusieurs passages du texte, il nous faut la débattre. Les luttes contre les dominations patriarcat, racisme...sont-elles moins importantes, peut-on s'extraire de l'exploitation qui repose sur les dominations si ces dernières perdurent dans la société ?

- Sur la question de la guerre en Ukraine mais aussi des 23 autres conflits armés dans le monde n'avons-nous pas besoin d'une analyse beaucoup plus poussée sur les causes de ces conflits, comment le système use de la guerre pour réguler sa propre course à la domination.

Ne devrions-nous pas prendre des initiatives fortes au niveau national et européen pour porter une perspective de résolution de ces conflits, une voix forte pour la paix, le cessez-le-feu, la voix diplomatique.

- Sur la question des migrations, qui va devenir un enjeu majeur de la période bouleversée par la misère, les guerres, les dérèglements du climat, notre parti doit avoir un positionnement clair. Ces questions représentent un enjeu pour notre humanité. Nos expressions publiques sur ce sujet n'ont pas toujours eu la clarté nécessaire et nous devrions réaffirmer que nous refusons que la Méditerranée, la Manche, les Alpes et tout espace de la planète devienne un cimetière à ciel ouvert ; réaffirmer que nous nous battons pour le respect des droits humains et du droit international, un accueil digne des personnes contraintes à l'exil, l'instauration de voies légales et sécurisées, la régularisation des travailleurs sans-papiers, la suppression des règlements de Dublin, (qui pour de nombreux cas dépossède la France du droit d'asile) la reconnaissance des réfugiés climatiques ... Ce sont les propositions des communistes « pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire. » adoptées en 2018.
- Sur les quelques lignes concernant la Palestine, beaucoup de camarades dans différents débats sont revenus sur l'utilisation du terme d'apartheid limité aux seuls territoires occupés je cite « la fin du régime d'apartheid imposé dans les colonies » semble en décalage avec la réalité car l'apartheid fonctionne au sein de l'Etat israélien. Plusieurs ONG ont mené une étude approfondie de la situation, elles concluent toutes à l'existence d'un régime d'apartheid dans ce pays. Shlomo Sand, historien, dans une interview à l'Humanité dit « on a toujours eu un problème avec le mot apartheid parce qu'il y a des différences

entre la discrimination envers les Arabes et celles contre les Noirs d'Afrique du Sud. Mais nous sommes aujourd'hui avec ce nouveau gouvernement dans une situation d'apartheid plus ouverte plus classique. »

- Sur la question de l'extrême droite, ne devrions-nous pas pousser notre analyse sur les causes de sa progression, comment le capitalisme à l'échelle mondiale réinvestit dans le néo fascisme, comment cela fonctionne dans les têtes. Le risque de son accession au pouvoir dans notre pays doit être pris à la hauteur et ne devrions-nous pas consacrer une partie du texte à la façon de le combattre et d'empêcher cette catastrophe.

Mais ce point est également traité dans la partie 3 du texte, nous pourrions y revenir à ce moment-là.

3^{ème} partie :

La 3^{ème} partie « La France face à une crise de régime » se divise en 5 sous parties.

1. La nouvelle étape d'une crise systémique
2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme
3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français
4. D'un « plafond de verre » à l'autre : la République en danger
5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive

Les 3 premières sous-parties reviennent de façon détaillée sur les crises qui traversent notre pays et les conséquences qu'elles ont sur la population, la menace de récession alors que les profits enregistrés par les entreprises du CAC 40 battent tous les records. Cette partie pointe les inégalités femmes /hommes, la situation de la jeunesse. Mais aussi le fait qu'au début de la pandémie la France a manqué de tout. Et donc à quel point notre pays est affaibli par le néolibéralisme, affaibli mais aussi fracturé, le texte souligne la colère sourde, le découragement, le repli qui existe, la crise de l'aménagement du territoire qui se conjugue avec la crise sociale et que le mouvement des gilets jaunes a mis en accusation.

Le texte revient sur le niveau d'abstention à toutes les élections qui confirme la désagrégation de tous les mécanismes de représentation.

Mais aussi sur le fait que Macron n'obtienne pas de majorité parlementaire, ce qui constitue une situation inédite depuis l'instauration du quinquennat, il ne dispose pas de la légitimité lui permettant de mener sa politique sans secousses majeures car sans assentiment populaire.

Le texte conclut à une crise de régime majeure. La pratique du pouvoir est de plus en plus autoritaire, on l'a constaté avec l'usage répété du 49.3 lors de l'adoption du budget. C'est dans ce contexte politique que se déroule la bataille des retraites.

Le point 4 « d'un plafond de verre à l'autre : la République en danger » revient sur le poids du RN qui pour la 1ère fois a capitalisé des années d'efforts pour s'implanter dans les territoires. Il revient très brièvement sur les raisons de cette situation, angoisses françaises, souffrances engendrées par la précarité grandissante, l'impression d'abandon, la colère face à la désindustrialisation, le retrait de la République et des services publics.

Le texte souligne que le RN se porte candidat au pouvoir comme en Italie ainsi que le poids des idées racistes et xénophobes ; la fin de ce paragraphe enchaîne directement sur le fait que c'est désormais la gauche qui se heurte à un « plafond de verre » et que le doublement du nombre de députés de gauche ne peut cacher que celle-ci reste la plus faible de la Ve République et surtout sans dynamique. Le texte souligne que si la Nupes réalise ses meilleurs scores dans les centres-villes et leurs périphéries populaires immédiates, elle ne mobilise pas les plus lointaines périphéries et les zones rurales concentrant pourtant une part importante du monde du travail et des catégories populaires et moyennes.

La 5^{ème} sous partie revient sur les mobilisations sociales des salarié·es, de la jeunesse pour le climat, des femmes, les mouvements citoyens contre le racisme ou l'antisémitisme et le fait qu'ils se heurtent à l'inexistence d'un débouché politique bien qu'ils représentent un atout pour ouvrir un chemin à une perspective transformatrice. Parlant de la diversité des mouvements qui se font jour (p16) le texte précise « multiformes et décentralisés ces mouvements instaurent un rapport de force. Ils sont cependant confrontés à 2 questions stratégiques. La 1ère porte sur la manière dont les mobilisations écologistes, féministes ou anti-racistes contribuent à renforcer le combat de classe et à unir le monde du travail afin d'arracher des victoires sur le capital. La 2ème est celle des moyens politiques pour une perspective rassemblant majoritairement le peuple. La 3e est de faire le lien avec les exigences et les propositions sur l'utilisation de l'argent sur les entreprises ».

Ouvrons le débat sur cette partie.

Là aussi, on peut souligner que cette partie est très touffue, que beaucoup de questions sont traitées, et qu'un certains nombres le sont plusieurs fois dans le texte, parfois de

façon assez contradictoire, ce qui ne facilite pas le débat et le positionnement clair sur un sujet.

- Beaucoup de débat lors de la 1^{ère} phase de discussion se sont concentrés sur la question du poids du RN, du risque de le voir accéder au pouvoir et la façon de le combattre.

Un travail devrait être engagé pour analyser les ressorts sur lesquels le RN progresse, en enfermant le social dans l'identitaire il promet au peuple français de maintenir son niveau de vie face à la crise, pour peu qu'il s'oppose aux droits des immigrés. C'est littéralement le sens de la "préférence nationale", mesure structurante de son projet raciste. Cette proposition cynique s'appuie, comme le fait toujours l'extrême-droite, sur la négation de la lutte des classes par un nationalisme masquant l'acceptation des règles du capitalisme.

D'autre part, on peut souligner que la progression du FN n'a pas commencé lors des dernières élections, par 2 fois il s'était qualifié au 2^e tour de la présidentielle, avec plus de 7 millions de voix au 1^{er} tour en 2017, sans toutefois gagner un grand nombre de députés et avait réalisé des scores extrêmement importants aux élections européennes et régionales.

A partir de là, la comparaison entre la situation de l'extrême droite et celle de la gauche en parlant d'un plafond de verre qui toucherait désormais la gauche après avoir longtemps maintenu l'extrême droite loin du pouvoir, est-elle pertinente ?

En raison des contenus qu'elle porte, les divisions, le racisme, la xénophobie, la préférence nationale, en raison de son histoire et de ses liens avec des mouvements néofascistes, l'extrême droite a connu pendant des années un plafond de verre. La situation à gauche est-elle comparable ? Il ne semble pas. Le bilan du quinquennat Hollande a discrédité la gauche et singulièrement le PS. Mais, alors qu'elle est partie divisée aux élections présidentielles contre les attentes populaires, la gauche unie a suscité l'espoir et a doublé le nombre de ses députés à l'Assemblée Nationale. C'est singulièrement vrai en Seine Saint Denis où les 12 circonscriptions de notre département ont vu l'élection d'un député de la Nupes, depuis 1981 nous n'avions connu une telle situation, 12 députés de gauche sur 12.

Ce parallèle entre la situation de l'extrême droite et celle de la gauche ne permet pas d'analyser les potentiels, les blocages et surtout les perspectives à ouvrir. Il donne une vision pessimiste de la capacité de la gauche à dépasser cette situation.

D'ailleurs, regardons de près les résultats du 1^{er} tour de la présidentielle et l'émergence de ce qu'ils révèlent.

Le total gauche du 1^{er} Tour des présidentielles de 2017 étaient de 9 978 128 voix, en 2022 il est de 11 225 271 soit 1 247 143 voix de plus. La gauche n'est pas battue d'avance pour la prochaine présidentielle, même s'il y a beaucoup à faire.

Ouvrons le débat sur la façon de stopper les avancées de l'extrême droite et sur la question du chemin politique pour construire et porter avec le peuple un projet de gouvernement.

- Sur la 5^{ème} sous-partie qui s'intitule « d'importantes forces disponibles à la contre-offensive » le texte énumère des mobilisations sociales comme je l'ai dit précédemment, luttes pour le climat, le féminisme, l'antiracisme... Le texte souligne « qu'elles se sont heurtées à l'inexistence d'un débouché politique crédible ». Interrogeons-nous, comment considérons-nous ces mobilisations ? Considérons-nous qu'il y a des batailles plus importantes que d'autres et qu'une fois réglée la question de l'exploitation, celle des dominations suivra automatiquement ? Considérons-nous qu'il faille combattre l'exploitation et les dominations dans un même mouvement car c'est sur ces deux leviers que repose le capitalisme. Pour être un système d'exploitation, le capitalisme est d'abord un système de domination, la condition de l'exploitation, c'est la domination.

Or, les mobilisations citées précédemment ont en commun de s'opposer à des logiques de domination.

- L'écologie, la domination des intérêts du capital sur les enjeux écologiques et la dépossession des humains de la maîtrise de leur rapport à la nature.

Le féminisme, le combat pour sortir du patriarcat qui constitue la matrice de la justification de toutes les formes de domination.

Le racisme est une logique de domination, là aussi, basée sur une hiérarchisation des êtres humains.

Les combats sociaux qui résultent de la domination du capital qui réduit le salarié à n'être qu'une force de travail à vendre sur un marché du travail et que le capital dépossède du fruit de son travail.

N'est-ce pas le sens des grands mouvements internationaux pour le climat et la biodiversité dont la jeunesse a pris la tête ces dernières années, de la nouvelle vague féministe mondiale contre les violences, du refus d'un nombre grandissant de femmes, d'hommes et de nations des dominations impérialistes, racistes, néocoloniales ?

Le refus des logiques de domination n'est-il pas le dénominateur commun de tous ces combats. Dénominateur commun de portée révolutionnaire puisqu'il suppose de sortir d'une société basée sur les rapports de domination et d'exploitation. Cette situation peut faire du communisme, comme mouvement de dépassement du capitalisme et de toutes les aliénations une question du présent.

Prenons-nous, ces mobilisations pour ce qu'elles sont et cherchons-nous à entrer en dialogue, en co-construction, en luttes communes avec ces forces dans le respect de ce qu'elles sont et avec l'apport qui est le nôtre.

D'ailleurs, la mobilisation actuelle contre la réforme des retraites qui est le fruit de toutes les catégories et toutes les générations porte à la fois la question de l'âge de la retraite mais bien au-delà celles du sens du travail, de la société, de la vie même et donc des dominations sur le travail, la société, nos vies. Je pense que la caractéristique fondamentale de notre combat est bien de sortir des logiques de domination et de dépossession qui nous aliènent, c'est en cela que le communisme se pose comme une société de femmes et d'hommes libres, associés et égaux.

Pour poser très simplement la question, considérons-nous qu'il existe une hiérarchisation des luttes ou une synergie des luttes ?

La 4^{ème} partie « l'actualité brûlante du projet communiste ».se compose de 3 sous parties :

1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développement des capacités humaines, en harmonie avec la Terre.

Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital.

Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains

Cette partie du texte revient sur l'actualité brûlante du communisme, dans la 1^{ère} sous-partie, le texte revient sur le fait que le projet communiste se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, antiraciste, internationaliste mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination. Le texte réaffirme la démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire.

A la fin de cette sous-partie, un paragraphe revient sur « l'expérience historique de l'URSS qui a servi de point d'appui pour des conquêtes sociale dans le monde entier et apporté une contribution capitale à la victoire contre le fascisme hitlérien. Cependant dans le contexte de l'arriération initiale du pays où elle est née, le système étatiste qui s'y est développé a été marqué par des crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à la pression des puissances capitalistes à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique après avoir refusé de prendre en compte les exigences de démocratie et de liberté qui montait dans la société. »

La 2^{ème} sous partie intitulée « Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital » commence par « le projet communiste ne se réduit pas seulement à une utopie » pour introduire l'idée que si nous avons gagné des avancées institutionnelles

comme au lendemain de la 2ème guerre mondiale, il n'y a pas de « déjà là » communiste dans la société capitaliste.

La 3è sous-partie « Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains. », revient à grands traits sur la nécessaire révolution des rapports sociaux de production, de consommation, de répartition, la révolution écologique, celles des relations entre générations, du travail, de la politique, de la culture.

Ouvrons le débat sur cette partie :

Beaucoup de camarades dans les débats, ont souligné un désaccord avec l'analyse portée dans la 1^{ère} sous partie et en particulier le passage qui revient sur l'expérience de l'URSS.

Pour beaucoup, cette analyse est en-deçà de ce que nous portions sur ce sujet depuis de nombreux congrès. Au-delà de l'horreur que fut le système stalinien, et avant l'effondrement de l'URSS en 1991, nous nous sommes progressivement émancipés de ce modèle à partir des années 1970. Nous avons porté l'idée que l'alternative au capitalisme ne peut être l'étatisme, l'autoritarisme, le nivellement et le productivisme, mais « l'association où le libre développement de chacun devient la condition du libre développement de tous » et que les moyens pour y parvenir devaient nécessairement s'accorder aux fins c'est-à-dire l'émancipation humaine. Nous avons fait et nous faisons de la démocratie, de la liberté, le but et le moyen de notre combat révolutionnaire. Nous ne nous reconnaissons donc dans aucun régime de parti unique, de contraintes, de surveillance, de privilèges.

Il est absolument nécessaire de clarifier notre appréciation sur ce qu'a été l'URSS, qui n'était pas une société communiste. C'est même une nécessité incontournable, tout comme le travail théorique pour en finir avec l'assimilation de cet échec à celui du communisme. Tout comme est absolument nécessaire l'approfondissement sur ce que l'on peut appeler le communisme du 21^e siècle dans la réponse aux urgences du présent. D'autant que la base commune reprend ce que soulignons depuis des années, « la démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire » mais en tirons-nous toutes les conséquences ?

La 2^{ème} sous-partie « Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital » a également suscité des débats importants puisque d'entrée de jeu, elle pose deux débats qui posent la conception de la stratégie de transformation sociale.

Premier débat, le texte d'entrée de jeu caractérise le projet communiste, je cite « ne se réduit pas seulement à une utopie ». Or Marx pose le communisme comme l'inverse d'une utopie qui ne peut donc être un élément de sa définition mais comme un processus concret du dépassement du capitalisme.

Deuxième débat sur les « déjà là communistes ». Le texte, considère que les avancées institutionnelles, comme au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, sont un progrès vers du communisme mais pas du « déjà là » communiste. Cette façon de voir, renvoyant la question du communisme à une échéance plus lointaine après la prise du pouvoir pour s'en tenir aujourd'hui à une étape d'avancée progressiste. Mais, la réponse aux urgences pose nécessairement le besoin de ruptures avec la logique capitaliste, ce qui suppose d'introduire du communisme dans les luttes du présent.

C'est à dire un processus où le nouveau parvient à imposer au sein même du capitalisme des éléments de logique nouvelle jusqu'à les rendre dominants, permettant ainsi une prise du pouvoir.

L'idée des « déjà là communistes » considère que l'on peut, non seulement, imposer des fonctionnements en contradiction avec la logique capitaliste mais qu'ils préfigurent une autre logique celle du communisme à l'image de la sécurité sociale. Avec pour objectif, par les luttes et l'action politique, l'élargissement de ces conquises de déjà-là communiste, rendant crédible et désirable le processus de transformation vers le communisme.

Cela ne fait pas pour autant de notre société une société communiste, mais c'est installé dans la société capitaliste des espaces de logique qui la contredise et élève la confrontation sur le sens d'une réponse aux besoins.

Cela fait grandir le besoin de révolution dans tous les aspects de la vie dans un mouvement qui articule luttes immédiates et logique de transformation sociale pour y permettre la construction d'un rassemblement majoritaire construit sur la bataille politique, les luttes et l'expérience. Faisant reposer le processus révolutionnaire sur la conquête continue de pouvoirs par le monde du travail et le peuple dans tous les domaines de la vie de la société approfondissant l'idée de la démocratie comme but et moyen du combat révolutionnaire.

Cette conception de la transformation sociale suppose de faire du sens de la réponse communiste un combat politique du présent.

C'est une question forte, on voit bien que selon que nous sommes sur une stratégie d'étape ou de processus, nous portons une vision différente de notre rôle et une vision du rôle du peuple différente.

C'est un débat d'importance, posons-le lors de notre congrès, d'autant qu'il induit aussi un débat sur le parti étroitement impliqué dans les luttes populaires et les grands mouvements de l'époque dont nous avons besoin.

La Vème partie « Ouvrir un nouvel horizon pour la France » énonce les objectifs de transformations révolutionnaires pour lesquels nous militons, en proposant un chemin de lutte pour y parvenir.

Cette partie se compose de 4 sous parties.

- 1- Révolutionner le travail, la production et la consommation.
- 2- Promouvoir les biens communs par le service public.
- 3- Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique.
- 4- Construire un nouveau pacte républicain, universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle.

L'ensemble de ces sous-parties reviennent dans le prolongement de la campagne des présidentielles et les 180 propositions que nous avons portés sur de grands axes pour répondre aux urgences du moment.

Je ne détaillerais pas l'ensemble des propositions, plusieurs sont cependant mises en exergue dans le texte. Il s'agit des paragraphes « remettre le peuple au cœur du pouvoir », « engager la révolution féministe » et « relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations ».

En ce qui concerne le paragraphe « remettre le peuple au cœur du pouvoir » il souligne qu'il doit être mis fin à l'élection du président de la République au suffrage universel et que la primauté doit être rendue au Parlement.

Ouvrons le débat sur cette partie :

La question de la démocratie, dont nous faisons le but et le moyen de notre combat, est peu traitée dans le texte. Pourtant, nous vivons une situation extrêmement grave d'un point de vue démocratique, une crise profonde de la démocratie se structure dans notre pays comme dans de nombreux autres. Les tenants du système sont de plus en plus tentés par l'autoritarisme, voire le recours à l'extrême droite pour préserver leur domination. L'abstention est massive et se structure dans la durée. Notre devise « Liberté, égalité, fraternité » est abîmée par les atteintes aux libertés, l'autoritarisme, la mise en concurrence, les divisions entretenues, les inégalités qui explosent... Les

pouvoirs sont concentrés entre les mains de quelques-uns, c'est vrai du pouvoir présidentiel, de technocraties, comme de la concentration de la presse et des médias entre les mains de quelques groupes proches des sphères du pouvoir et du patronat. Ce qui se passe à l'Assemblée nationale montre chaque jour que la représentation nationale est bafouée.

Refonder la République est urgent, ce qui implique de démocratiser tous les espaces de la société par des pouvoirs réels aux citoyens.

C'est la démocratie toute entière qui doit entrer dans un nouvel âge, plus ouverte sur la société telle qu'elle est, plus ouverte sur le monde, plus participative. Nous sommes à l'origine de la proposition d'une VIème République, cette nouvelle constitution doit ouvrir aux citoyen-nes la maîtrise de l'élaboration et du contrôle de toutes les décisions. Pour cela nous proposons que soit engagé un processus allant vers l'élaboration d'une nouvelle constitution. A l'issue d'un débat national citoyen, une Assemblée constituante serait élue au suffrage universel à la proportionnelle. Cette question de la démocratie est centrale, nous devons la porter plus fortement y compris en ce qui concerne la question de la prise de pouvoir des travailleurs sur le travail qui remet en cause le système capitaliste lui même, puisqu'il s'agirait de prendre du pouvoir sur la production, son sens, son contenu, sa conception, sa finalité....

L'autre débat important sur cette partie est la notion d'antiracisme communiste utilisé à 2 reprises dans le paragraphe intitulé « relancer un grand mouvement contre le racisme l'antisémitisme et les discriminations ». L'antiracisme est porteur d'universalisme. La question est donc de faire reconnaître cette dimension, plus que d'affirmer un antiracisme communiste. Par contre, cette reconnaissance appelle un apport communiste mettant en convergences l'exigence d'égalité pour toutes et tous dans tous les domaines de la société, le libre développement de chacun.e étant la condition du libre développement de tous et toutes.

La VI è partie, « Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple » se décompose en 4 sous parties.

1. Affirmer le socle social et politique du changement ;
2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante,
3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner,
4. Porter nos idées dans toutes les élections.

La 1ère sous-partie revient sur le socle social et politique du changement :

Cette partie réaffirme que notre démarche ne saurait se résumer à une alliance entre forces de gauche et que le rassemblement populaire est essentiel à la transformation sociale. Elle souligne le fait que « les ouvriers et employés représentent les principaux secteurs de la population en emploi. Et qu'ensemble, avec les privés d'emploi, avec les agents des services publics, avec la très large partie des cadres, avec les travailleurs des plateformes, avec les retraités, avec la jeunesse scolarisée, avec les professions de la création artistique et culturelle, ils représentent une force considérable. »

Ce paragraphe situe le monde du travail comme je cite « ayant vocation à devenir l'aile marchante, la force motrice réunissant l'ensemble des classes et couches disponibles à un combat pour changer la vie.

« Le monde du travail, dans sa diversité, est en mesure de fédérer largement autour de lui : d'un monde paysan dont de très nombreux secteurs sont frappés de paupérisation, aux petits entrepreneurs pressurés par les donneurs d'ordre des grands groupes multinationaux, en passant par les couches moyennes traditionnelles. »

La 2^{ème} sous partie « Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante » Revient sur le renforcement des luttes auxquelles nous entendons travailler, afin de non plus seulement de résister, mais de conquérir.

Cette sous partie revient également sur notre rôle pour mener avec détermination la bataille des idées en nous appuyant sur les aspirations qui montent de la société.

La 3^{ème} sous partie s'intitule « Reconstruire la gauche pour la faire gagner »

Elle commence par une analyse de la situation de la gauche après la présidentielle en précisant que si nous partageons avec les autres forces de gauche de nombreux combats et que c'est un levier pour notre travail de reconstruction de la gauche, la campagne du premier tour de la présidentielle a confirmé l'existence de fortes différences.

S'en suivent 3 paragraphes, un par force politique, qui les caractérise.

Pour la FI : « ses orientations entravent le développement du mouvement populaire, constituent un obstacle pour la capacité de la gauche tout entière à porter une alternative à vocation majoritaire »

Le Parti socialiste : « si son actuelle direction, en rejoignant la coalition de la gauche pour les élections législatives, a manifesté l'intention de restaurer son image auprès des catégories populaires, il lui reste cependant à se doter d'un projet qui lui redonnerait une véritable identité. »

EELV : « son résultat à la présidentielle n'a pas confirmé son succès des européennes de 2019. La conciliation avec l'austérité et le capitalisme vert, comme l'idée que le parti écologiste pourrait réorganiser la gauche autour de lui ont subi un démenti cinglant. »

Un paragraphe intitulé : tirer toutes les leçons de l'union aux législatives, revient sur l'accord qui a « d'emblée souffert d'une double limite : des désaccords importants sur des questions comme les retraites, l'emploi, la souveraineté énergétique...et le fait que s'il a permis à la gauche de doubler sa représentation parlementaire et à chaque composante de disposer d'un groupe, il n'a pas permis je cite « d'enclencher une dynamique de victoire, ni de progresser en nombre de suffrages par rapport aux scores cumulés à la Présidentielle. »

Toujours dans cette partie, un paragraphe intitulé « nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail » revient sur le fait que dans la période l'enjeu prioritaire consiste à remobiliser les forces du travail et les catégories populaires. Il poursuit en indiquant que « nous continuerons à proposer l'unité d'actions à toutes les forces de gauche mais que le défi à relever ne peut se résumer à la participation à la NUPES. C'est en ce sens que le texte propose de lancer un appel à toutes les forces de gauche et écologistes pour travailler à rassembler une alternative de transformation sociale et écologiste.

Enfin, une 4ème très courte sous partie intitulée « Porter nos idées dans toutes les élections » revient sur le fait que chaque élection est un moment important de débat politique et que nous avons décidé d'y être présents avec nos candidats et candidates. Ce paragraphe souligne que gagner des élus est un facteur décisif pour arracher des avancées.

Le seul scrutin évoqué ensuite est celui des élections européennes. Il se conclut par la proposition de réunir avant l'été une conférence nationale pour préciser notre projet.

Ouvrons le débat sur cette partie :

- Cette partie traite de questions très importantes qui prennent un éclairage particulier dans le cadre de la mobilisation sociale contre la réforme des retraites. Les désaccords entre forces de la NUPES au sujet de l'âge de départ à la retraite se règlent à partir du positionnement populaire qui rejette majoritairement l'idée d'un départ à 64 ans. D'autre part, cette mobilisation prend l'ampleur que l'on connaît grâce à l'unité syndicale mais aussi l'unité politique de la gauche.

Cette partie du texte pose des questions essentielles sur le devenir politique de notre pays, avec cette question centrale, sommes-nous en capacité de constituer une alternative politique aux forces macronistes, de droite et d'extrême-droite ?

C'est la 3ème sous-partie qui porte le plus à débat. Cette partie très descriptive pointe les différences, voire les divergences qui peuvent exister entre les différentes forces de la NUPES, ainsi que la volonté hégémonique de la FI (ce sur quoi nous ne pouvons être que d'accord) mais n'apporte pas de réponse quant à notre façon de traiter cette question du rassemblement avec des forces qui, de fait, ne porteront pas les mêmes contenus que nous et qui chercheront l'hégémonie, hier le PS aujourd'hui la FI. Comment dépasser cette situation dans le contexte de forte progression de l'extrême droite, dans la perspective de constituer une véritable alternative. D'autant que, la gauche a progressé lors des présidentielles, elle n'est pas battue d'avance pour la prochaine fois, à condition de prendre de l'initiative politique en ce sens.

L'exemple de la bataille des transports en IDF qui ne repose pas d'abord sur un accord des forces de gauche sur les contenus mais sur la mobilisation populaire pour porter des contenus transformateurs de façon unitaire, n'est-elle pas un élément de notre réflexion à ce sujet ?

Le texte après une critique vive de la Nupes propose je cite de « lancer un appel à toutes les forces de gauche et écologistes, parce que nous ne pouvons, nous satisfaire d'une volonté d'être le premier opposant au pouvoir. Nous devons travailler à rassembler une majorité populaire autour d'une alternative de transformation sociale et écologique. »

Beaucoup de questionnements sur ce paragraphe, on peut remarquer que l'ensemble des forces de gauche est rassemblé dans la Nupes et qu'il est difficile de voir à qui pourrait s'adresser cet appel hormis quelques forces très marginales.
Du coup très clairement la question doit être posée? que faisons-nous de la Nupes ?

Cette partie du texte se conclut par un paragraphe intitulé « Porter nos idées dans toutes les élections ». Ce court paragraphe peut être lu de maintes façons, puisqu'il ne dit rien de la configuration dans laquelle nous envisageons de participer aux différents scrutins, alors que le congrès se tiendra en avril, le texte prévoit que ce soit une conférence nationale réunie avant l'été qui se positionnera sur les élections européennes.

La 7ème partie.

La 7ème et dernière partie revient sur notre organisation. Elle porte un certain nombre d'objectifs :

-notre renforcement, avec la perspective de 10 000 nouvelles adhésions dans les trois ans ;

- l'organisation du parti à l'entreprise et sur les lieux de travail, avec la perspective d'une conférence nationale ;
- la féminisation du parti, qui doit faire l'objet d'un travail d'organisation ;
- le développement de l'intervention dans la jeunesse, l'aide au MJCF;
- la reconquête des catégories populaires, en réfléchissant aux initiatives permettant de mener à bien cette réimplantation ;
- la politique de formation, afin de prolonger le travail déjà effectué ;
- la structuration de l'activité des communistes, en insistant sur le travail de proximité, ce qui implique une réflexion sur la question des cellules à rebâtir ;
- le fonctionnement des instances de direction, afin qu'elles gagnent en efficacité, traduise mieux la volonté collective des communistes, et permette aux débats qui se mènent en notre sein de nous enrichir mutuellement dans une recherche permanente d'unité.